

De l'atterrement au changement?

Face aux politiques d'austérité, le discours alternatif des «économistes atterrés» est une contribution précieuse. Mais ils peinent à convaincre totalement en raison de l'impression qu'ils donnent de faire du neuf avec de l'ancien.

OPINION

Depuis la crise financière de 2008, de nombreux économistes contestent ouvertement l'orthodoxie libérale et développent une critique du capitalisme financier. Les «économistes atterrés» en sont un excellent exemple. Ce collectif est né en septembre 2010 suite à la rédaction, par quatre économistes¹, d'un «Manifeste» où ils critiquent dix fausses évidences — de l'efficacité des marchés financiers au fait que la crise grecque ait permis d'avancer vers une gouvernance européenne — sur lesquelles repose la politique économique de l'Europe.

Ce texte a débouché sur la création formelle d'une association début 2011 et la publication de deux ouvrages collectifs² qui approfondissent l'analyse de la crise des dettes souveraines et développent les vingt-deux propositions présentes dans le manifeste initial.

Les économistes atterrés plaident ainsi pour la mise en place d'une taxation des transactions financières et d'une régulation beaucoup plus forte des marchés financiers, notamment en séparant les banques de dépôt et les banques d'investissement. Ils en appellent également à une réforme fiscale permettant de rendre la fiscalité plus redistributive et de garantir des rémunérations plus égalitaires. Ils estiment en outre que la résolution de la crise passera nécessairement par des investissements publics dans l'éducation, la recherche, les services aux personnes et l'environnement afin de réorienter l'économie vers un modèle de développement non seulement plus durable mais également davantage créateur de qualité de vie.

UNE NOSTALGIE DES «TRENTE GLORIEUSES»

À l'heure où les politiques d'austérité soulèvent des doutes de plus en plus importants, un discours alternatif aussi bien articulé que celui des économistes atterrés est une contribution précieuse. Ils peinent toutefois à convaincre totalement en raison de l'impression qu'ils donnent de faire du neuf avec de l'ancien. Ils paraissent en effet souffrir d'une nostalgie des Trente Glorieuses: ces trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et durant lesquelles une forte croissance économique était non seulement porteuse d'emplois et de hausses salariales, mais a aussi permis le développement de l'État-providence.

Le manifeste initial, en particulier, se prête à une lecture un peu simpliste selon laquelle le capitalisme régulé des Trente Glorieuses représentait un équilibre idéal, déstabilisé par la progressive dérégulation et la montée en puissance de la finance. Deux points surtout paraissent problématiques. Le premier est la thèse, classiquement keynésienne, que la solution des déficits publics et du sous-emploi viendra du renforcement de la croissance rendu possible par une politique d'investissements publics.

Cette thèse, au cœur du manifeste initial, est d'ailleurs devenue un objet de débat interne suite à l'élargissement ultérieur du groupe, comme le reconnaît l'introduction de *Changer l'économie!* Ces divergences entre les économistes atterrés illustrent la difficulté d'articuler le renouvellement de la critique sociale du capitalisme financier, qui a inspiré le manifeste, avec la critique écologique qui, ces dix dernières années, était la principale source de contestation du capitalisme.

Alors que la croissance forte durant les Trente Glorieuses a été rendue possible par une exploitation à faible prix des ressources naturelles, la nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas nécessairement de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d'accepter une certaine décroissance? Les impératifs écologiques actuels n'entrent-ils pas en contradiction avec la conviction que l'équilibre des finances publiques repose sur le retour de la croissance économique?

Le deuxième point problématique est l'assimilation de toute réforme de l'État-providence à une régression sociale. Les économistes atterrés critiquent le projet de transformation de l'État-providence en un État social actif placé au cœur de la Stratégie européenne de Lisbonne sous l'impulsion de Tony Blair et Gerhard Schröder. Ce projet dénonce la passivité de l'État-providence qui se contente d'assurer un revenu de remplacement aux personnes n'étant plus en mesure de travailler sans favoriser leur réinsertion.

Au contraire, financé principalement par des charges sur le travail, l'État-providence affaiblirait la compétitivité économique et freinerait la création d'emplois, alors que le vieillissement progressif de la population ferait exploser les dépenses sociales. Il serait par conséquent nécessaire d'activer l'État social en réorientant ses prestations vers le soutien de l'activité professionnelle: accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de pensions, etc.

Considérant que les réformes réalisées au nom de l'État social actif ont servi un programme néolibéral en permettant, au nom de la compétitivité économique, une flexibilisation du marché travail et une stigmatisation des demandeurs d'emploi³, tandis que la baisse des charges sociales aurait réduit les recettes publiques sans créer d'emplois, les économistes atterrés se positionnent en défenseurs de l'État-

providence et comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage.

«UN CONSERVATISME SOCIAL»

Voir dans le projet de l'État social actif un cheval de Troie du néolibéralisme est toutefois discutable. On peut se demander si ce n'est pas parce que ses partisans n'ont pas compris qu'il était incompatible avec la financiarisation de l'économie que ce projet, inspiré initialement par les modèles sociaux scandinaves, a pu être récupéré par le néolibéralisme. La financiarisation impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'État social actif impose des investissements dans l'éducation, la recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à long terme. Dès lors, la critique du capitalisme financier porté par les économistes atterrés, plutôt que de s'accompagner d'une condamnation du modèle de l'État social actif, ne devrait-elle pas être comprise comme la condition de sa réhabilitation?

À négliger cette piste, les économistes atterrés risquent de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les privilèges sociaux des uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres. Les partisans de la Troisième voie ont fait l'erreur de promouvoir un modèle de réformes sociales sans doubler celui-ci d'une réforme radicale du modèle économique. Il ne faudrait pas aujourd'hui faire l'erreur inverse.

1. Philippe Askenazy, directeur de recherches au CNRS, Thomas Coutrot, membre du conseil scientifique d'Attac, André Orléan, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Henry Sterdyniak, directeur du département d'économie de la mondialisation à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

2. *Les économistes atterrés, L'Europe au bord du gouffre*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011. *Les économistes atterrés, Changer d'économie!*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011. Voir www.atterres.org.

3. Voir P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze «Pour un renouveau de la protection sociale» in *Les économistes atterrés, Changer d'économie!*, op. cit., p. 137.

PUBLICITÉ

La CITÉ

transforme l'info
en savoir

www.lacite.info/abonnement
022 800 14 30